

### EDITORIAL

1950 – 2010 ET APRES ...

**Hélène Durand Ballivet,  
Présidente du CCIG**

Le CCIG a fait des enjeux cruciaux du Sommet de Copenhague une de ses priorités. C'est le moment choisi par la nouvelle équipe du CCIG pour relancer la parution du Bulletin après de trop longs mois d'absence. Nous lui souhaitons une longue vie dans sa nouvelle présentation électronique, sous la responsabilité de Budi Tjahjono, le nouveau secrétaire général du CCIG.

C'est également l'occasion de rappeler que le CCIG, fondé en 1950, fournit, depuis sa création, des services diversifiés et des prestations adaptées aux demandes, en interface entre les institutions internationales, qui traitent de réalités importantes et variées, et les organismes ou associations travaillant dans la société civile<sup>1</sup>.

A ce sujet, voici ce que le Père Joseph Joblin écrivait en l'an 2000 : « C'est durant la période de reconstruction de la vie internationale que fut créé, en 1950, le centre de Genève pour reprendre l'intuition des Présidents des organisations internationales catholiques sous un jour nouveau adapté aux circonstances de l'après-guerre. Il fut fondé par une diplomate polonaise, *Mademoiselle Hedwige de Romer*, qui fut avant la guerre de 1939 en poste à la Société des Nations. Sa connaissance des milieux internationaux la désignait tout naturellement pour forger l'instrument qui permettrait aux personnalités catholiques et à leurs organisations de s'y rendre présents; elle eut l'intuition de ce qu'un nouveau centre de pouvoir se constituait et qu'il allait couvrir des champs de plus en plus vastes de l'activité humaine. Ce centre d'information et de documentation était destiné à servir de base logistique aux représentants des OIC qui viendraient à Genève pour exercer leur statut consultatif. Cette initiative s'inscrivait dans la ligne des directives données par le Saint-Siège à la Conférence des OIC d'assurer une présence accrue et compétente des délégués catholiques dans les instances internationales. Le centre de Genève a pu pendant 50 ans vivre et occuper une place certaine dans la ville internationale de Genève; son utilité ne fait pas de doutes puisque des centres semblables, chacun avec ses caractéristiques propres, ont été créés dans d'autres villes internationales: Paris, New York, Strasbourg, Bruxelles, Vienne; nul doute qu'il ne soit appelé à de nouvelles responsabilités car le fait international conditionne plus que jamais la solution de nombreuses questions. La mondialisation ne s'opère pas seulement au plan économique; elle avance également au plan politique et dans la confrontation des idées. Les centres devront demain faire face à une nouvelle donne. Jusqu'à présent, l'idéologie occidentale a dominé les Institutions internationales; celle-ci sera contestée par les peuples d'Asie et d'Afrique. Les centres seront appelés à jouer un rôle dans l'adaptation de la mentalité des chrétiens à une nouvelle civilisation. »

Le Centre a rassemblé depuis 60 ans beaucoup de ceux et celles qui, de par leur tradition confessionnelle, s'efforcent de rendre notre monde plus humain, plus juste. Il s'est maintenu courageusement comme un observateur des réalités internationales... Il faut rendre hommage à ceux qui ont maintenu en vie le centre de Genève et rendu attentif l'esprit des chrétiens aux problèmes du monde comme Vatican II devait en rappeler la nécessité. Notre reconnaissance s'adresse en particulier à : Marc Savary, André Schafer, Christiane Escher, Jean-Paul Fournier, Christine von Garnier, Jean-Claude Genecand (décédé), Jean Grob, Joseph Joblin, Fred Martinache, Jean-Claude Petit, Patrice Robineau, Fernand Vincent, avec lesquels j'ai eu le privilège de travailler depuis 2001. Un grand merci aussi pour leur soutien à : Alessandra Aula, Johan Ketelers, Olivier Poquillon.

### CENTRE CATHOLIQUE INTERNATIONAL DE GENEVE : NOUVELLES ORIENTATIONS

**Budi Tjahjono  
Secrétaire Général du CCIG**

Je voudrais, tout d'abord, vous souhaiter une très bonne année 2010, et vous adresser au nom du Comité avec nos meilleurs vœux.

Cette année commence dans la joie pour le Centre Catholique International de Genève (CCIG) : après plusieurs mois de réflexion, le Centre reprend vie. En effet, à la suite de l'Assemblée générale ordinaire du 18 mars 2009, les 12 membres du Comité, nouvellement élus, se sont mis à l'ouvrage pour réfléchir, ainsi qu'ils en avaient reçu le mandat, à l'avenir du Centre, préparer de nouvelles orientations, un programme de travail pour les années 2010-2012 ainsi qu'un budget prévisionnel. Le 7 décembre 2009, lors d'une l'Assemblée générale extraordinaire, les membres du CCIG ont approuvé, à l'unanimité, les orientations, le budget ainsi que le programme de travail 2010-2012. Ils ont également réélu 6 membres du Comité sortant chargés d'assurer la mise en œuvre de ces orientations et du programme de travail, à savoir : le Père Louis Christiaens, Mesdames Hélène Durand-Ballivet et Christiane Escher, Messieurs Jean-Claude Huot, Larry Kohler et Richard Werly.

A l'issue de cette assemblée, les nouveaux membres du Comité du CCIG se sont réunis pour proposer à Budi Tjahjono, ancien représentant de Pax Romana auprès des Nations Unies, de devenir le nouveau secrétaire général du CCIG, ce qu'il a accepté. Budi Tjahjono a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Le 11 janvier 2010, le Comité a procédé à l'élection de son nouveau bureau : Hélène Durand-Ballivet, Secrétaire Générale du Centre de 2001 à 2009 et présidente sortante a été reconduite dans ses fonctions, de même que Richard Werly comme vice-président.

Avec conviction, la nouvelle équipe du Centre s'est engagée à confirmer la vocation spécifique du CCIG qui, fondé en 1950, n'a de cesse, dans un esprit œcuménique et interreligieux, de s'adapter aux multiples et complexes interrogations du monde, spécialement par son soutien aux ONG d'inspiration catholique.

Ainsi, grâce à ses « Nouvelles orientations » et à son « Programme de travail », les lignes de force du CCIG se trouvent affirmées. En premier lieu, les rencontres liées aux débats de l'agenda international seront développées afin de promouvoir le bien commun de la planète dans une attention particulière au respect de la personne humaine. A cet égard, divers thèmes sont à l'ordre du jour : la situation des migrants, l'enjeu des changements climatiques, le bilan des firmes pharmaceutique, l'industrie de l'armement.

D'autre part, en prenant acte avec détermination des orientations de l'Assemblée générale du CCIG, la collaboration avec les ONG sera accentuée à la mesure même des demandes explicites de celles-ci. Il importe, en effet, que l'exceptionnel tissu relationnel de la ville de Genève puisse favoriser, au sein des institutions internationales, le souci d'éthique qui caractérise l'engagement de ceux et celles qui, de par leur tradition confessionnelle, s'efforcent de rendre notre monde plus humain, plus juste.

Dans cette première édition du Bulletin du CCIG pour 2010, nous nous interrogeons sur la question des changements climatiques. Le 19 janvier 2010 le CCIG a organisé une réunion avec des ONG d'inspiration Catholique à Genève sur le thème : « Changement Climatique : un regard après Copenhague ». Nous avons écouté le partage d'expérience des délégués de Franciscans International, Caritas Internationalis et de la Jeunesse Etudiants Catholiques Internationales (JECI). Les trois intervenants ont partagé leurs expériences, leurs déceptions et leurs espoirs pour l'avenir de notre planète et de notre survie.

Bonne lecture.

**Dernière publication de la Conférence des OIC  
(Organisations Internationales Catholiques):**

« Repères pour l'histoire de la Conférence des Organisations Internationales Catholiques (1927 – 2008) » par François Bliin, archiviste de la COIC. Genève, décembre 2009

Contact : [frblin@gmail.com](mailto:frblin@gmail.com)

<sup>1</sup> Dr. François Bliin. – Repères pour l'histoire de la Conférence des Organisations Internationales Catholiques (1927 – 2008), Genève, décembre 2009.

## LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES: UN BREF REGARD SUR L' ACCORD DE COPENHAGUE

**Budi Tjahjono**

**Secrétaire Général du CCIG**

Les Nations Unies ont organisé la Conférence sur les changements climatiques à Copenhague (Danemark) du 7 au 18 décembre 2009. Les 110 chefs d'Etat présents avaient trois objectifs : la mise en œuvre rapide et efficace de mesures visant les changements climatiques, l'engagement ambitieux d'abaisser et de limiter les émissions responsables du réchauffement incluant un financement de départ et un engagement financier à long terme, et enfin l'énoncé de la vision commune d'un avenir comportant moins d'émissions pour tous.

La conférence s'est achevée le 19 décembre 2009 sans surprise ou même avec une déception. Après 24 heures de négociations entre 28 chefs d'Etat et la pression énorme de la société civile, la conférence s'est conclue par un document final dénommé « *Accord de Copenhague* » sur les changements climatiques. Ce document est plutôt un compromis politique avec des ambitions réduites et sans cadre contraignant. L'accord nous montre un manque d'engagement concret et la prévalence d'intérêts nationaux encore plus dominants. Donc, sans être juridiquement contraignant, l'Accord de Copenhague est un accord de mi-parcours qui ne pourrait pas remplacer le Protocole de Kyoto, venant pourtant à expiration en 2012.

Malgré la déception, la Conférence a réussi à faire parler différents acteurs comme les pays riches industrialisés, les pays polluants, les pays en voie de développement et les petits Etats insulaires dont la survie est menacée. Alors que très peu d'ONG ont pu participer aux débats officiels, les rues de Copenhague sont devenues le lieu de manifestations exprimant ainsi leur mécontentement.

Principaux points de l'Accord de Copenhague :

- L'Accord reconnaît, au § 1, la validité de l'estimation scientifique selon laquelle l'augmentation de la température devrait être inférieure à 2 degrés Celsius

- Jusqu'au 31 janvier 2010, les pays industrialisés devront communiquer leurs objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre à horizon 2020 et les pays en développement devront annoncer les actions qu'ils comptent mettre en œuvre pour atténuer les leurs (§ 4).

- L'engagement financier des pays développés qui s'élève à 30 milliards de dollars sur trois ans (2010-2012) doit soutenir les efforts d'adaptation des pays en développement les plus vulnérables,

des pays moins avancés, des petits Etats insulaires et de l'Afrique aux impacts du réchauffement (§ 8).

- Jusqu'à 2020, les pays développés s'engagent à mobiliser progressivement jusqu'à 100 milliards de dollars: ces fonds proviendront «de sources variées, publiques et privées, bilatérales et multilatérales, y compris de financements innovants» - sans évoquer à ce stade des taxes particulières (§ 8).

- Création du «Fonds Climatique Vert » de Copenhague pour soutenir les projets des pays en développement visant à réduire leurs émissions, comme la protection des forêts et la lutte contre la déforestation, l'adaptation, le renforcement des capacités et le transfert de technologies (§ 10).

La prochaine conférence sera organisée à la fin de 2010 au Mexique, précédée par deux semaines de négociation du 31 mai à 11 juin 2010 à Bonn, en Allemagne.

• Trouvez le texte intégral de l'Accord de Copenhague en Anglais à <http://unfccc.int/2860.php>. Il manque la traduction officielle en français ou dans les autres langues officielles de l'ONU.

• Lire aussi la publication de South Centre du 8 février 2010 consacrée à l'analyse de la Conférence de Copenhague et du suivi. <http://www.southcentre.org>

## DECLARATION INTERCONFESIONNELLE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Préserver et respecter la création constituent des préceptes fondamentaux pour toutes les confessions du monde. Or aujourd'hui, nous compromettons la vie sur Terre en émettant de dangereuses quantités de gaz à effet de serre. Ce gaz perturbe le système climatique mondial, réchauffe la Terre, acidifie les océans et font courir un risque inacceptable tant à l'homme qu'à tous les organismes vivants.

Alors même que la caractéristique extraordinairement complexe de l'équilibre propre à la Nature devient de plus en plus manifeste, l'activité humaine provoque des changements toujours plus importants et dangereux et potentiellement irréversibles dans l'atmosphère, les sols, l'océan et la vie, éléments indissociables d'un tout qui constitue la création. Aujourd'hui, nous nous unissons dans la foi pour affirmer la nécessité de prendre soin de la Terre et protéger les pauvres et les personnes en détresse. Les principes et les traditions de nos différentes confessions, tout comme la compassion, la sagesse et la responsabilité collectives à l'égard de l'être humain nous enjoignent d'agir énergiquement face aux changements climatiques.

Nous reconnaissons la valeur de la science des changements climatiques et

demandons aux dirigeants du monde entier de fixer des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre qui soient à la fois fermes, contraignants et fondés sur des travaux scientifiques afin d'écartier les pires menaces que ferait peser une crise climatique. Nous engageons instamment l'ensemble des nations à veiller à ce que les personnes qui pâtiront des phénomènes liés à l'évolution du climat – qu'il s'agisse de tempêtes plus violentes, d'inondations, de sécheresses ou de l'élévation du niveau des mers – reçoivent l'aide dont elles auront besoin pour s'adapter, survivre et prospérer dans des conditions équitables. Nous sommes conscients que les changements climatiques se sont pas un simple problème d'ordre économique ou technique mais qu'ils représentent au fond un enjeu moral, spirituel et culturel. Nous nous engageons donc à conjuguer nos efforts pour sensibiliser et guider tous ceux qui partagent notre foi. Il nous faut apprendre à vivre ensemble dans les limites communes de notre planète.

Nous sommes conscients que même si les changements climatiques nous posent d'immenses défis, ils nous offrent également des possibilités considérables. L'action engagée pour atténuer ces changements peut stimuler durablement notre économie, protéger notre planète, arracher les pauvres à la misère et unir autour d'une cause commune des populations menacées par un danger commun. Le fait d'aider les communautés et les espèces vulnérables à survivre et à s'adapter aux changements climatiques répond à notre appel à la sagesse, à la miséricorde et au respect des plus hautes valeurs humaines et éthiques. Nous nous engageons à agir – modifier nos comportements, nos choix et la manière dont nous concevons le monde-, à sensibiliser et à éduquer nos familles, nos amis et les personnes qui partagent notre foi et à préserver les ressources limitées de notre demeure, la planète Terre, ainsi que les conditions climatiques dont dépend la vie. Dans cet esprit, nous appelons nos dirigeants, les personnes qui partagent notre foi et tous les peuples la Terre à reconnaître l'existence du danger commun auquel nous sommes confrontés, ainsi que la nécessité impérieuse et la responsabilité qui nous incombe d'agir immédiatement et avec détermination et de saisir cette occasion de modifier les cours des choses.

Source : [www.interfaithdeclaration.org](http://www.interfaithdeclaration.org)

**COORDONNEES DU CENTRE  
Centre Catholique International de  
Genève**

1 rue de Varembe, Case Postale 43,  
CH-1211, Genève 20, Suisse

Tel : 00 41 22 734 14 65 / Fax : 00 41 22 734 08 78

Email : [ccig@bluewin.ch](mailto:ccig@bluewin.ch), Web : [www.ccig-iccg.org](http://www.ccig-iccg.org)

Rédacteur responsable : Budi Tjahjono

Les textes n'engagent que leur signataire

## WHAT CARITAS WANTS GOVERNMENTS TO DO "AN ETHICAL RETHINK IS NEEDED"

By Floriana Polito  
(International delegate, Caritas Internationalis)

The international "Grow climate justice" campaign is putting its demands to politicians, and letting everyone know that: "Faith gives us the strength to change behaviour."

A year ago Caritas and CIDSE (a network of Christian inspired NGOs) launched the international campaign "Grow climate justice". On the eve of the Copenhagen Conference, Caritas Internationalis published a report entitled Climate Justice: Seeking a Global Ethic, which aims to promote a new approach to the environmental emergency by challenging current development and consumption models. The document focuses in particular on the ethical, moral and theological dimensions of the environmental crisis and goes beyond the bare scientific evidence. It maintains that: "If we are to change the world, we have to change human behaviour; and a fundamental change in human behaviour can only be based on deep-seated conviction, not short-term expediency".

The report is driven by a recognition: the negative impacts of climate change are already a reality, which many poor communities in the 200 countries where the Caritas international network operates are having to deal with on a daily basis. Rapid and constant climate change is already seriously harming our planet and its inhabitants, and compromising "the humanitarian work and development programmes of the 165 Caritas members, and increasing the number of emergencies connected with climate change". The highest price is paid by the poorest and most vulnerable populations in developing countries, those who have least contributed to the pollution problem and lack the technological and financial means to adapt to increasingly rapid climate change.

Faced with this "injustice", a binding global agreement on climate change is not enough. What is needed, however, is to respond to the crisis by starting from fundamental ethical and moral principles, such as Christian values and principles, which are capable of orienting modern societies towards "more sober and moderate lifestyles".

The Catholic social teaching reminds us that we all have a duty to respect the common good and to prevent the Earth's natural resources from being used in an unlimited way. This Caritas

document thus recognises the importance of raising everyone's awareness of the responsibility to safeguard creation, which is our duty as members of a single human family.

### Considering human rights

The report launches a clear and strong appeal to governments, urging them to adopt a global agreement that is fair, effective and binding. Specifically, Caritas Internationalis urges governments to:

- reach a global agreement on climate that aims to limit the increase in average global temperatures to less than 2 degrees Celsius compared with pre-industrial levels, via a drastic reduction in harmful emissions. In recognition of their ecological debt to the international community, industrialised countries should commit themselves to a 40% reduction in greenhouse gas emissions compared with 1990 levels by 2020;
- guarantee that industrialised countries provide adequate technological and financial assistance to developing countries to help them adapt to climate change and its negative effects;
- recognise and safeguard the right of populations in poor countries to sustainable development, with priority given to the poorest and most vulnerable communities;
- ensure that the Framework Convention on Climate Change takes account of UN human rights instruments, so that actions aimed at combating climate change have real and full effects on the enjoyment and respect of these rights.

Some additional considerations should be added to these key demands. The natural environment is a collective asset that goes beyond national borders. Therefore, Caritas invites states to adopt regional approaches, especially dialogue and cooperation between neighbouring countries regarding the management of natural resources. Moreover, indiscriminate exploitation of these resources and the catastrophic effects it entails, means that we can no longer postpone a radical change in individual and collective lifestyles in order to encourage more intelligent forms of consumption. Indeed, long-term sustainable development, which respects the environment and guarantees a future for coming generations, must be promoted.

**See Also: the press release of CIDSE and Caritas Internationalis after Copenhagen Accord "Shameful deal at Copenhagen spells disaster at the poor" at [http://www.caritas.org/newsroom/press\\_releases/PressRelease19\\_12\\_09.html](http://www.caritas.org/newsroom/press_releases/PressRelease19_12_09.html)**

## GLOBAL WARMING : IYCS' ANALYSIS OF COPENHAGEN 2009 SUMMIT

Edouard Koutsava  
Secretary General of IYCS

Let us act today to change the weather of tomorrow. This seems to be the appeal that all the population of the earth is making to the political and economic leaders in these times.

IYCS put the issues of climate change and environment as one of its main themes. It is very important, to educate young people of today about the protection of the earth, as human life depends on it. Many initiatives are being taken by the YCS members at different national levels, to take care about their immediate environment, since IYCS global Campaign "Fight Poverty-Build Peace" was launched. Among the four thematic of the mandate 2007 - 2011, Climate Change and Environment is one. An international training session (December 2008) and different campaigns are organized by students with YCS groups in different countries.

The whole earth was disappointed by the summit of Copenhagen held in December 2009. While scientists say that the earth could warm by an additional 7.2 degrees Fahrenheit (13.7°C) during the 21st century (NRDC); the economic and political interests didn't allow the world leader to have a clear and strong response for a commitment to stop the global warming. While following the Summit, it was clear that there was a "running away" from responsibilities. Experts were unable to have any agreements, and postponed the decision to ministers, who did the same toward head of states. Each of us knows the results of this summit. However, it is very sad that while discussion on global issue, national interest of some countries still prevailed. What will the children and young people of today inherit tomorrow, as their earth? The global warming makes human health a great concern, poisonous plants producing more potent toxins, deserts are increasing with climate forcing refugees and migrations to be affected.

From Copenhagen summit, it is clear that there is a global awareness about the global warming, but also that the world cannot be lead only by political and economic leaders. However, this awareness is not enough; the earth needs concrete action and political leaders must understand that; the interests of today must not take away the future of the humanity. Antoine de Saint Exupery reminds us of the right path way that: "We do not inherit the Earth from our parents; we borrow it from our children." It is very important to build environmental peace for the earth and for our humanity. Unless we act now, the younger generation will inherit, a burned world, with toxic water and atmospheric problems; what we can summarize as a "death life".



## AGENDA et ACTUALITES ONUSIENNES à GENEVE

### 1. Mécanisme des Droits de l'Homme de l'ONU janvier-mars 2010:

#### Comité des droits de l'enfant / 53ème

From : 11-01-2010 To : 29-01-2010

PW Ground and 1st Floor

#### Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes / 45ème

From : 18-01-2010 To : 05-02-2010

Palais des Nations, Salle XVI

#### Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme / 4ème

From : 25-01-2010 To : 29-01-2010

Palais des Nations, Room XX

#### Groupe de travail des communications (Procédé de Plaintes assumé par le Conseil des Droits de l'Homme) / 5ème

From : 25-01-2010 To : 29-01-2010

Palais des Nations, 1st Floor

#### Conseil d'administration, Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture / 32ème

From : 01-02-2010 To : 03-02-2010

Palais Wilson, 1st Floor

#### Séminaire sur les droits culturels

From : 01-02-2010 To : 02-02-2010

Palais des Nations, Room XXI

#### Groupe de travail pré-session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes / 47ème

From : 08-02-2010 To : 12-02-2010

Palais des Nations, Salle XV

#### Examen périodique universel / 7ème

From : 08-02-2010 To : 19-02-2010

Palais des Nations, Room XX

#### Conseil d'Administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones / 23ème

From : 08-02-2010 To : 12-02-2010

Palais Wilson, 1st Floor

#### Comité pour l'élimination de la discrimination raciale / 76ème

From : 15-02-2010 To : 12-03-2010

Palais Wilson Ground Floor

#### Conseil d'administration du fonds de contributions volontaires pour la coopération technique en matière de droits de l'homme / 32ème

From : 22-02-2010 To : 25-02-2010

Palais des Nations, Room XXIV

#### Sous-comité sur la prévention de la torture (OPCAT) / 10ème

From : 22-02-2010 To : 26-02-2010

Palais Wilson, 1st Floor

#### Comité des droits des personnes handicapées / 3ème

From : 22-02-2010 To : 26-01-2010

Palais des Nations

#### Conseil des droits de l'homme / 13ème

From : 01-03-2010 To : 26-03-2010

Palais des Nations, Room XX

#### Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (CIC) / 23ème

From : 22-03-2010 To : 26-03-2010

Palais des Nations, Room XVIII

### 2. Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

Voir le programme officiel des réunions pour 2010 :

[http://www.wto.org/english/news\\_e/events\\_e/events\\_e.htm](http://www.wto.org/english/news_e/events_e/events_e.htm)

### 3. Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés

Actualités en français : <http://www.unhcr.fr/cgi-bin/telex/vtx/news>

Latest news in English : <http://www.unhcr.org/pages/49c3646c23f.html>

### 4. Organisation Internationale du Travail (OIT)

#### Vernissage de l'exposition «Regards d'enfants sur le travail des enfants»

26 janvier 2010, à 10h00 à la Salle Polyvalente de la Présidence du Conseil des Ministres du Département italien de l'égalité des chances – Rome. «Regards d'enfants sur le travail des enfants» est le titre d'une exposition internationale qui sera inaugurée le 26 janvier à la Salle Polyvalente de la Présidence du Conseil des Ministres du Département italien de l'égalité des chances à Rome. Le vernissage de l'exposition sera marqué par la présence de Mme. Isabella Rauti, Cheffe du Département, et d'un représentant du Bureau de l'OIT à Rome. (Réunion)

#### Conférence mondiale sur le travail des enfants

10-11 mai 2010, La Haye, Pays-Bas. L'année 2010 marquera le dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la convention n° 182 sur les pires formes de travail des enfants, qui est la convention internationale du travail qui connaît la plus forte ratification. C'est aussi six ans avant l'achèvement de l'objectif mondial visant à l'élimination des pires formes de travail des enfants. Bien que le travail des enfants ait beaucoup diminué de par le monde, il convient de redoubler d'efforts si l'on souhaite tenir l'engagement d'un monde exempt des pires formes de travail des enfants d'ici 2016. Afin de répondre à ce défi, le Ministère des Affaires sociales et de l'Emploi des Pays-Bas organise, en collaboration étroite avec le BIT (et en collaboration avec l'UNICEF et la Banque mondiale), une Conférence mondiale sur le travail des enfants, qui aura lieu à La Haye (Pays-Bas) les 10 et 11 mai 2010 (Conférence).